

Lutte de classe

Réponse à un courriel du groupe CRI.

17 juillet 2008

Je me suis peut-être mal exprimé, je ne pensais pas à l' « *entrisme sui generis* » dans le NPA, cette tactique est suicidaire je le sais très bien, ce que je voulais dire, le groupe CRI pouvait continuer d'exister à côté de ce parti, mais les militants CRI entraient au NPA individuellement pour former ensuite une tendance ou un courant, il s'agissait d'une manoeuvre pour éviter l'affrontement direct avec la direction de la LCR dès le départ qui risquait de vous être fatal. Il s'agissait de procéder en deux temps au lieu de précipiter les choses.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il était possible d'adhérer au NPA en tant que militant ouvrier sans faire référence au CRI publiquement, ce qui ne changeait rien à votre appartenance au CRI. Rien n'empêchait ensuite à vos militants d'en parler lors de discussions avec les militants qu'ils avaient rencontrés au cours des réunions des comités. De la même manière, il aurait été peut-être plus judicieux de ne pas mettre en avant tout votre programme dès le premier jour, car il était prévisible que cela ne passerait pas, trop reconnaissable, trop marqué trotskiste donc incompatible avec le projet NPA, néanmoins en restant sur le terrain du marxisme, sans rien renier si tu veux, comme dirait qui tu sais, un pas en arrière, deux pas en avant, c'était une mesure conservatoire pour vous permettre de franchir sans encombre la première étape, l'adhésion, alors que maintenant vous allez rester dehors.

Personnellement, j'avais fini par penser que cette démarche était vouée à l'échec et que de toutes manières, elle s'avèrerait inutile et sans perspective.

Avez-vous remarqué que votre groupe est indésirable aux yeux des dirigeants de la LCR parce que vous entendez rester fidèle au programme de la révolution socialiste internationale, pendant que les dirigeants du PT-POI refusent de m'envoyer leur journal, ils vont même jusqu'à effacer dans certains sites Internet des liens vers mon site pour que les travailleurs ne puissent pas avoir connaissance de mes articles critiques ? Il n'est donc pas exagéré d'avancer que ces deux partis ont bien pour principale fonction de faire barrage à la construction d'un véritable parti communiste.

Je comprends votre souci d'honnêteté, c'est un point très important que les militants sont loin de négliger au regard des « *salades* » que les uns et les autres leur racontent, c'est tout à votre honneur, et je pense que les militants qui cherchent une structure pour militer y seront sensibles.

La politique que l'on propose est quelque chose d'important, mais ce qui l'est tout autant de nos jours, c'est l'honnêteté des dirigeants qui la portent, les militants en ont plus que marre de ces dirigeants qui mentent, trichent, manipulent, falsifient ou arrangent à leur manière leur propre passé et celle de leur parti, ils créent des mythes et des légendes ou cultivent un culte de la personnalité franchement nauséabond qui n'inspire pas confiance et les militants ont parfaitement raison de se méfier et de réfléchir à deux fois avant de s'engager à nouveau.

Si la force des représentants de l'impérialisme réside dans le fait qu'ils agissent (aussi) dans l'ombre, la nôtre ne peut résider qu'en faisant l'inverse, en ne cachant rien aux militants et travailleurs, on ne détient pas la vérité et nous sommes tous perfectibles chacun peut le comprendre. Sur ce plan-là qui relève uniquement de notre volonté individuelle ou de notre responsabilité, on doit être absolument irréprochable, ce ne sont pas les militants qui nous le reprocheront. Si la morale est une morale de classe, alors il faut s'y tenir et ne pas faire comme ceux qui refusent de répondre aux questions qu'on leur pose ou qui se défilent en disant : « *tu n'a pas confiance dans tes dirigeants* », cette pratique est intolérable, il faut la bannir. Les militants du POI vont être bien emmerdés, comment peuvent-ils accorder leur confiance à un Schivardi ou à un bureaucrate de Force ouvrière ?

Je ne communiquerai ton courriel à personne comme tu me le demandes, j'y ferai simplement allusion dans le site en mettant en ligne ce que je viens de t'écrire, cela incitera peut-être des militants à vous rejoindre.

Je sais que des militants ont une confiance totale en moi, cela me gêne un peu car je ne peux pas leur proposer grand chose de plus que des analyses et parfois des grosses conneries que je corrige au fur et à mesure. Ma position n'est pas facile, plusieurs ont été jusqu'à me supplier de rentrer en France pour construire un nouveau parti ! Ils se sont même proposés de m'aider financièrement pour que je puisse vivre

décemment afin que je consacre tout mon temps au parti, j'ai refusé évidemment en leur expliquant que je n'étais pas à la hauteur pour assumer une fonction de dirigeant.

S'agissant des autres groupes, ils sont restés bloqués à une lecture « à la lettre » du *Programme de transition*, cela suffit à montrer qu'ils sont bien sclérosés. Je ne savais pas que la tendance Démocratie révolutionnaire avait rejoint la direction de la LCR, je l'avais compris en lisant leur littérature (ils m'envoient chaque numéro de *Débat militant*), mais je ne savais pas que c'était officiel ou qu'ils s'étaient fondus dans la tendance majoritaire, d'ailleurs cela ne semble pas être le cas.

Ce qui est intéressant, c'est de constater que le PT-POI et la LCR-NPA avancent des mots d'ordre qui n'ont qu'un caractère d'agitation, fondamentalement ils n'ont aucune ligne politique. La rupture avec l'UE laisse rêveur. Tous les chefs d'Etat vont finir par signer le traité de Lisbonne une fois leur marchandage terminé, pas de quoi en faire un fromage.

Les seuls en France qui s'en prennent à l'UE sont ceux qui peuvent en attendre justement quelque chose, les petits-patrons de la ville et de la campagne, tous les autres, c'est-à-dire la classe ouvrière et sa jeunesse n'ont rien à attendre de l'UE et s'en foutent, pour eux c'est le gouvernement qui les réduit à la misère et personne d'autre, cela le POI ne peut pas le voir puisqu'ils ont délibérément tourné le dos à la classe ouvrière. Dans le bureau national élu lors de leur congrès de fondation, sur 42 membres, 4 sont apparemment des ouvriers qui viennent du secteur privé, et encore l'un vient des chantiers navals et un autre des mines, soit ils sont déjà vieux ou retraités, en tout cas, ils viennent de grosses entreprises où la classe ouvrière a des avantages importants par rapport aux autres travailleurs, il reste apparemment deux ouvriers au sein du bureau national du POI, soit 0,5% ou 1% en comptant les deux autres ! Par contre pour à peine une centaine de maires présents dans le POI, ils sont 13 au bureau national en comptant les élus, soit près de 30%, idem pour les fonctionnaires, et si tu rajoutes les membres du CCI qui sont aussi des fonctionnaires, ils atteignent 50%. Résumons, les élus qui représentent moins de 1% des adhérents ont 30% d'élus au BN, ils sont donc surreprésentés. Ils appellent cela la démocratie. Si un parti ouvrier n'est pas tiré en avant par la classe ouvrière, de quoi s'agit-il alors ?

Ces élus ne sont pas des marxistes, ils sont contre l'idée de faire une révolution, cela les effraie même, par contre, ils ont un pied qui les retient à la Ve République en tant qu'élus, il n'est donc pas possible de les entraîner dans un combat direct contre les institutions qui les nourrissent (la partie de la plate-forme politique du PT sur l'abolition de la Ve République a disparu du Manifeste du POI, ce n'est certainement pas un hasard, mais une nouvelle concession de Gluckstein à ces élus.), par contre il est possible de les mobiliser contre l'UE, cela ne mange pas de pain car ils savent très bien que l'UE existera tant qu'il n'y aura pas eu de révolution prolétarienne pour la dissoudre ou l'abolir, leur seul objectif est d'obtenir des concessions du pouvoir en place en direction de la petite bourgeoisie avec laquelle leurs intérêts se rejoignent, à la limite d'en revenir à la IVe République et à la situation de la fin des années 40 sans se soucier le moins du monde qu'à cette époque le prolétariat croulait dans la misère et était surexploité. Il faudrait leur rappeler que c'est sous cette république que l'UE a vu le jour ! On pourrait aussi demander aux dirigeants qui gravitaient autour de Lambert pourquoi pendant plus de 40 ans ils ont négligé l'Union européenne qui était en train de se construire, pourquoi ils se sont réveillés un beau matin de 1992 à l'occasion du traité de Maastricht, disons quand il était peut-être déjà trop tard ?

L'UE sert à masquer le rôle déterminant du gouvernement et de la constitution de la Ve République dans la politique antisociale mise en oeuvre quotidiennement. Cependant, il faut combattre l'UE, car il ne faut pas oublier l'objectif qu'elle poursuit, instaurer une dictature bureaucratique au service de l'impérialisme sur toute l'Europe, une sorte d'Etat calqué sur le modèle des Etats-Unis. J'y reviendrai plus loin.

Quant à la LCR-NPA, ils font de l'agitation contre le capitalisme, mais sans aucune ligne et perspective politique. Il a pour fonction de canaliser les « agités » rien de plus et rien de changé de ce côté là. Quelle forme sur le plan politique prend le combat contre le capitalisme à la LCR ? Réponse : aucune ! Ou si : la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement total des militants ! D'une certaine manière, c'est l'équivalent des journées d'action des dirigeants syndicaux...

Quand tu regardes bien, tu t'aperçois que le POI ou la LCR évitent soigneusement de se prononcer sur le cas de la Ve République, en dehors de déclarations générales je veux dire. Ils ne la combattent pas, et quand quasiment tous les mois depuis que Sarkozy a été élu il est question de la Constitution, personne n'en parle, personne ne se prononce pour son abolition et évidemment aucun combat n'est engagé dans ce sens-là. De la même manière, il ignore systématiquement les revendications qui concernent la très grande majorité des travailleurs, des jeunes et de retraités, la question des salaires et des retraites.

Ce qui apparaît ici clairement c'est le côté foncièrement opportuniste de ces deux partis, ainsi que leurs lignes politiques pour peu qu'ils en aient une.

Pour atteindre le pouvoir des capitalistes, il n'y a pas d'autre moyen que de s'attaquer aux institutions politiques qui fonctionnent à leur service, parmi elles, Sarkozy, le gouvernement et l'Assemblée nationale à sa botte. De la même manière que pour en finir avec tous les traités européens signés depuis 1950, il suffit de couper le cordon qui relie la constitution de la Ve République à l'Union européenne. C'est ce qui s'appelle procédé par ordre et ne pas faire comme au POI où ils mettent la charrue devant les boeufs, ce qui interdit d'avancer, d'aller nulle part...

Maintenant comme Sarkozy concentre à lui seul tous les pouvoirs, qu'il se présente et agit comme un Bonaparte, dès lors c'est contre lui qu'il faut tirer à boulets rouges, c'est lui qu'il faut renverser pour déstabiliser le régime puis l'abattre.

Quelle est la différence entre une pétition pour que Sarkozy organise un référendum sur le traité de Lisbonne, et une pétition pour qu'il retire sa signature ?

Dans le premier cas sa signature approuvant le traité de Lisbonne demeure, elle est seulement assortie d'une clause qui peut conduire à la rendre caduque par la volonté populaire si lors d'un référendum le non l'emportait. Dans ce cas-là, son pouvoir n'est pas remis en cause puisque c'est le chef de l'Etat qui détient le pouvoir de décider ou l'on la tenue d'un référendum.

Dans le second cas, on lui dénie le droit de décider à la place des travailleurs leur destin, on ne lui reconnaît pas le droit de signer un traité avec l'Union européenne sans avoir consulté au préalable le peuple. Donc ce n'est pas du tout la même chose. Ceux qui n'ont que la souveraineté du peuple à la bouche devraient y réfléchir.

Dans le premier cas, on lui reconnaît une certaine légitimité, il est le président élu, il a le droit de signer ce qu'il veut, dans le second, on s'appuie sur le rejet des masses de sa politique pour lui reconnaître aucune légitimité, étant donné que sa légitimité repose uniquement sur la Constitution que nous devons abolir, donc en lui déniait le droit de signer le traité de Lisbonne, on remet au passage en question la légitimité de la Ve République.

Dans le premier cas, on reste dans le cadre de la Ve République que l'on respecte, dans le second on commence à la faire sauter ! D'ailleurs, quand le POI exige un référendum, il ne remet pas en cause la signature de Sarkozy, à aucun moment ils n'ont dit ou écrit qu'il n'avait pas la légitimité pour le signer, cela reviendrait en cas de référendum rejetant le traité de Lisbonne à laisser coexister à côté la signature de Sarkozy, il ne lui resterait plus qu'à trouver une manœuvre pour trancher en faveur du traité, ce qui ne serait pas difficile puisque c'est lui qui détient le pouvoir ! Comme il est impossible de dissoudre le peuple et que Sarkozy n'a pas l'intention de quitter le pouvoir, la décision finale lui reviendrait et le résultat du référendum passerait à la trappe, comme il l'a si bien fait avec celui du 29 mai 2005. Oui, mais cela aboutirait quand même à une crise politique. Tu parles, comme je viens de l'expliquer Sarkozy ne s'embarrasserait pas de scrupules pour la réduire, surtout sachant qu'il n'existe aujourd'hui aucune force dans le pays proposant une autre issue à cette crise.

Le POI procède par sous-entendus, parce qu'il ne veut pas s'attaquer frontalement au pouvoir en place. Ils auront beau dire qu'en exigeant un référendum, ils remettent en cause la signature de Sarkozy, mais sans le dire ouvertement, comme leur politique s'inscrit dans le cadre de la préservation de la Ve République, ils ne peuvent pas lui dénier le droit de signer un traité, ils peuvent tout au plus en appeler à une clause de la Constitution qui stipule que le chef de l'Etat peut demander que le peuple soit consulté par référendum s'il le souhaite.

Par cette initiative, le POI subordonne ni plus ni moins le mouvement ouvrier à la constitution de la Ve République, alors que les choses étaient très claires : le traité de Lisbonne est identique au Traité constitutionnel européen qui a été rejeté le 29 mai 2005, par conséquent, il n'y a rien à signer rien à voter ou revoter, donc pas de référendum et Sarkozy doit retirer sa signature au bas du traité de Lisbonne.

On pourrait ajouter qu'à travers cette initiative, le POI s'en remet une fois de plus à Sarkozy au lieu de le combattre. Au lieu d'exiger quoi que ce soit de lui, ce qui revient à lui passer la main, à le rendre utile, donc à légitimer sa place et son pouvoir, car c'est de lui qu'ils exigent un référendum puisqu'il est le seul à pouvoir en décider selon la Constitution, il aurait fallu rédiger une pétition en s'appuyant sur cette donnée fondamentale : Sarkozy est illégitime, on ne lui demande rien, c'est nous la majorité de peuple qui décidons,

on ne lui demande même pas de se plier à notre volonté, on lui impose ou alors qu'il parte. Ce qui est important c'est de respecter la ligne de démarcation qui sépare les classes et ne pas la franchir comme le font la LCR et le POI.

Quant à l'anticapitalisme de la LCR-NPA, il se réduit à cela : la lutte, la lutte, la lutte, de la même manière qu'à LO.

L'opportunisme de ces deux partis provient (notamment) du fait que leur politique privilégie le mouvement spontané des masses au détriment du combat politique contre les institutions politique en place qui ne donne pas de résultats immédiats, mais qui est indispensable pour faire progresser la conscience politique des travailleurs et jeunes.

Aux incantations stériles en direction des dirigeants syndicaux « *dirigeants appelez* », a succédé l'incantation dans le vide « *rompez avec l'Union européenne* », à laquelle est venue s'ajouter l'hypothétique convocation d'une Assemblée constituante sans que l'on sache comment elle pourrait voir le jour sous la Ve république, en exigeant peut-être que Sarkozy ou son successeur s'en charge, j'avoue ne pas avoir de réponse à cette question qui me fait penser à quelque chose qu'on essaie de saisir et qui vous échappe toujours comme l'air qu'on brasse par exemple.

Voilà cher camarade, les réflexions qui me sont venues à l'esprit ce matin après avoir lu ton courriel.

Tu auras remarqué qu'aucun groupe n'a réagi après la fondation du POI, alors que l'on ne peut pas l'ignorer. Ce n'est pas le meilleur moyen de se rallier des militants de ce parti, à mon avis.

Entre nous, pour embarrasser les responsables des autres groupes, vous devriez leur proposer de vous associer lors de batailles ou pour commencer sur une question élémentaire, par exemple une question internationale, l'intervention française en Afghanistan, s'ils refusent un tract commun, vous pourrez expliquer publiquement que vous avez essayé, que vous avez assumé vos responsabilités, etc., sans les charger c'est inutile, c'est juste pour qu'ils se retrouvent en porte à faux par rapport à leurs propres militants, après on ne pourra pas vous accuser d'être sectaires ou dogmatiques, à condition que vous soyez prêts de votre côté aussi à quelques compromis, connaissant un peu la ligne des autres groupes, ces compromis ne vous coûteront pas grand chose et n'auront rien d'honteux. Ce qui fait défaut souvent, c'est la volonté de parvenir à un accord. Tous les groupes sont respectables, c'est ce que je voulais dire, mais cela ne suffit pas à faire un accord politique.

J'ai oublié de vous dire le plus important peut-être, on finit par les bonnes nouvelles, en regardant les statistiques du site, j'ai constaté que le texte que j'ai mis en ligne et qui concernait votre initiative a été le plus téléchargé depuis sa parution, comme quoi des centaines de militants s'intéressent à ce que vous faites.

Comme dirait Gluckstein, la situation n'est pas facile pour nous, privés de parti, peut-être qu'il faudrait se suffire d'un développement du CRI un peu comme l'interrayon de Trotsky en attendant que les choses se décantent et qu'un nouveau parti révolutionnaire n'émerge. Dans ce cas-là, il faudrait l'expliquer aux militants. Et puis si vous comme moi faisons des conneries, c'est comme cela que l'on apprend. Si je peux me permettre un conseil, surtout n'essayez pas de vous positionner par rapport aux autres partis vous perdriez votre temps et vous commettriez de grosses erreurs, par exemple négliger le congrès du POI, c'est une connerie, idem pour l'UE ou les institutions.

Nous connaissons la trame des événements qui conduiront (ou non) à la prise du pouvoir, nous savons ce qui est indispensable, le parti par exemple, nous savons aussi que les masses se doteront spontanément d'organismes de pouvoir du type des soviets en partant des comités de grève, car c'était cela au départ en Russie, donc nous n'avons pas à chercher midi à quatorze heures des formules pour le gouvernement ouvrier comme le fait le POI avec son Assemblée constituante. Le PS n'est plus un parti ouvrier ni un parti de masse, le PCF est pratiquement réduit à l'état de cadavre, donc la question du front unique est réglée, et tout ceux qui l'ont entonné pendant des décennies ont conduit infailliblement les masses dans une impasse politique, ils en portent la responsabilité.

On devrait leur poser une question puisqu'ils ne veulent pas la poser eux-mêmes : à quoi a conduit le front unique à toutes les sauces pendant près de 60 ans ? Quel résultat en terme de parti ? Quel résultat en terme de conscience politique des masses ? Ils ne pourront pas répondre. Ou si, ils vous sortiront que la Sécu et tous nos acquis auraient été liquidés 25 ou 30 ans plus tôt en bons réformistes qu'ils sont, oui et alors ? Si les conditions objectives s'étaient gravement dégradées dès cette époque, on aurait peut-être pu profiter de cette situation favorable pour construire le parti et l'on ne serait pas aujourd'hui dans cette

situation où ce parti n'existe pas. Ils rejeteront cette analyse, car ils opposent la défense des acquis à la construction du parti.

Pour eux, la défense des acquis est prioritaire quel qu'en soit le prix, là en l'occurrence c'est la construction du parti qui allait en faire les frais. S'il n'y a pas à se réjouir des mauvais coups assénés sur le prolétariat par Sarkozy, par contre ils ont une valeur éducative sans équivalent qui conduisent les masses à chercher une issue, dont à s'organiser. Pas de problème de boulot, de logement, de santé, de fric, en bref la vie n'est pas terrible mais cela pourrait être pire, donc contentons-nous de ce que nous avons, c'est déjà mieux qu'hier, etc. Et il y en a qui pensent qu'une révolution pourrait avoir lieu dans de telles conditions, ils se font des illusions, c'est exactement le contraire, et c'est bien la raison pour laquelle les réformistes sont si attachés à l'équilibre des rapports entre les classes, à une répartition des richesses qui assurent la paix sociale, c'est afin d'éviter de se retrouver face à une révolution qui les renverrait au musée de l'histoire de la lutte de classe du prolétariat.

On passe souvent à côté des choses les plus simples. Prenons les choses dans l'ordre où elles se présentent et tout deviendra immédiatement plus clair, c'est en tout cas ma méthode.

S'agissant du plan syndical, c'est là qu'il faut être plus anticapitaliste que jamais et aller jusqu'au bout de notre analyse de la situation qui aboutit à la nécessité d'exproprier les exploités. C'est cet aspect de la Charte d'Amiens qu'il faut travailler et mettre en oeuvre et qui répugne à tous les partis y compris le POI et la LCR. Ainsi les militants jugeront sur pièces qui va jusqu'au bout de ses analyses et qui s'arrêtent en chemin pour préserver l'ordre capitaliste. Comment voulez-vous faire progresser la conscience politique des masses si l'on ne procède pas ainsi ? Comment devraient-elles en arriver à la conclusion qu'il faut en finir avec ce vieux monde pourri, si on ne les aide pas à comprendre le fonctionnement du capitalisme et sa raison d'être, le profit ?

Nous ne construisons pas un parti pour obtenir quoi que ce soit du régime, nous n'en attendons rien, nous ne construisons pas un parti pour faire la révolution demain matin non plus, mais pour préparer la classe à prendre le pouvoir dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire qu'elle dispose d'un outil lui ouvrant la voie et l'aidant à comprendre les tâches à accomplir et les objectifs à atteindre pour vaincre.

Si j'avais constitué un groupe, ce que je t'ai écrit ici figurerait dans sa déclaration de fondation, « *qui nous sommes* ».

Bon j'arrête là, j'ai du boulot en retard, hier je me suis un peu reposé, j'ai toujours des problèmes de vision à cause des heures passées devant l'écran. C'est dommage que l'on ne puisse pas utiliser la vidéoconférence, je n'y connais rien, tu sais que l'informatique me fait suer.

J'aurais bien mis un lien en première page du site vers votre groupe, c'est normal que nous ne soyons pas d'accord sur tout j'en ai bien conscience, et je n'ai pas envie d'intervenir dans le CRI, je préfère observer ce que vous faites, je suis un fouteur de merde avec mes questions et en étant à 10 000 Kms on aurait du mal à éviter les malentendus stupides. Je vais réfléchir à cette question d'ici la rentrée de septembre, je vais en discuter par courriel avec d'autres camarades avant de prendre ma décision.

Je ne suis pas du genre à me satisfaire de la situation actuelle, mais on doit faire avec, on n'a pas le choix, il va encore falloir être patient. Profitons de ce délai qui nous est imposé pour mettre à plat toutes les questions, proposez-le fraternellement à d'autres camarades, sans aucun engagement, juste pour confronter les expériences et les idées en attendant des jours meilleurs qui viendront bien un jour où l'autre.

Pratiquement toutes les semaines on peut observer à travers le monde que les capitalistes se retrouvent confrontés à des défis qu'ils jugent eux-mêmes très périlleux à relever et incapables à résoudre sans entraîner des conséquences en cascade risquant de déclencher des explosions sociales. Si on ajoute à ce tableau de la situation, tous les peuples qui se mobilisent contre l'impérialisme sur tous les continents, il y a matière à demeurer optimiste et à faire preuve d'audace.

En attendant, je pense qu'il faut tirer à boulets rouges sur Sarkozy, et l'UE bien sûr, la directive infâme dite du « *retour* » donne une idée précise de ce qu'est cette institution.

Fraternellement.

Jean-Claude